

24^{ème} Congrès du PCF

QUELLES MUTATIONS ?

On pourrait passer rapidement sur le chapitre du projet de résolution intitulé « Une époque historique nouvelle » et on aurait tort car il fonde toute la suite, toute la stratégie autogestionnaire retenue. Voici la démarche adoptée en quelques phrases : « nous vivons dans une « France en mutation » où le capitalisme, ayant « atteint ses limites historiques » et dressé contre lui la grande majorité du peuple, le socialisme est à l'ordre du jour ; nous vivons dans « un monde en mutation » où le rapport de forces de classes devenu favorable aux « forces de paix et de progrès » permet l'avancée pacifique au socialisme dans certains pays dont la France ; nous avons tardé à saisir la nature et la portée de ces mutations et donc tardé à définir une stratégie révolutionnaire qui leur soit adaptée, une « voie française pour le socialisme ». Le projet de résolution du XXIV^{ème} Congrès entend combler ce retard. »

On comprend donc l'importance de l'exposé des « mutations » du monde contemporain ; et on comprendra aussi qu'on ne saurait régler la question en quelques lignes. Aussi nous sommes-nous bornés à soulever quelques objections décisives selon nous. Pour inciter à la discussion et la poursuivre...

Camille GRANOT

EN FRANCE...

La Résolution concentre beaucoup de remarques intéressantes concernant les mutations de la société française : concentration capitaliste, extension du salariat, urbanisation, mutations technologiques etc... Remarques qu'elle conclut ainsi : « Ainsi, en entreprenant de remodeler la France selon ses intérêts de classe, la grande bourgeoisie a déstabilisé la société toute entière. Elle a porté à un niveau supérieur la contradiction radicale entre les nouvelles forces productives et les anciens rapports sociaux. Et elle a élargi le cercle des forces capables de s'en libérer. »

C'est ne voir qu'un côté des choses. Il est vrai, les rangs de ceux que le capital exploite et opprime ont gonflé ; il est vrai, de nouvelles couches prolétariennes ou presque sont entrées dans l'action anticapitaliste. Ce faisant, le système capitaliste a produit contre-feux et garde-fous. L'extension du salariat s'accompagne de statuts multipliés et de nouvelles divisions ; la tension exercée par le capital pour faire face à la concurrence internationale, ses « restructurations » et « dégraissages » ont démultiplié les contradictions au sein de la classe ouvrière et du peuple, entre actifs et chômeurs, immigrés et Français, travailleurs précaires et les autres etc... ; l'urbanisation est source de con-

flits explosifs au sein des classes populaires elles-mêmes. Négliger cet aspect de la réalité, négliger ce côté difficile qui est le lot quotidien de notre action de militants communistes, risque d'obscurcir les tâches prioritaires des communistes aujourd'hui : le travail à l'unité, à l'organisation, à la syndicalisation, le travail à l'alliance des différentes couches et classes sociales et l'appui fondamental sur la classe ouvrière.

Sous-estimer les capacités stratégiques d'attaque et de résistance du capital conduit à ne pas s'attaquer à ses bastions bien réels : on « compose » avec lui, assurés qu'il est historiquement condamné et il reste en place. Surestimer les capacités révolutionnaires du peuple amène à minimiser la portée de sa mobilisation concrète à chaque moment : on est déçu de son « niveau de conscience » qu'on juge « trop bas » au regard des espoirs arbitrairement conçus... et on en reste là.

A dire n'importe quand et à tout propos que le socialisme est à notre portée, on est porté à dire qu'il est en chemin, qu'il est déjà là, que l'avenir commence maintenant. On aura pris un petit rayon de soleil d'hiver pour l'arrivée du printemps ; on nourrira les impatiences, les déceptions et les abandons plutôt que de mobiliser les énergies pour y préparer !

MAI 68

A propos de mai 68, la Résolution écrit : « Premier grand affrontement entre la masse des travailleurs et le pouvoir des monopoles, ils ont manifesté non sans confusion la puissance naissante du mouvement populaire qui aspire à la désaliénation des rapports sociaux et de la vie personnelle, pousse aux retrouvailles entre travail intellectuel et travail matériel et à l'autogestion, met en question le vieil ordre tout entier. »

Mai 68 n'est pas assimilé — comme ce fut le cas dans l'Humanité d'alors — aux « faux révolutionnaires se comportant objectivement en alliés du pouvoir gaulliste ». Donc acte. La réflexion pourrait être poussée plus avant. Jusqu'à analyser la responsabilité du rendez-vous manqué des forces communistes du pays et de l'explosion de la jeunesse en mai 68. Il y a des

retards qui ne se rattrapent pas. D'autant que — de notre point de vue — toutes les leçons de 1968 ne sont pas encore tirées ici. Notons-en deux pour inciter à la discussion :

— c'est l'irruption massive de la classe ouvrière dans l'histoire des années 60 ; celle que d'aucuns — comme aujourd'hui d'ailleurs — avaient déjà enterrée, que d'autres prétendaient « embourgeoisée », entre en scène et malgré les entraves et les freins de toutes sortes, fait preuve de son existence, de sa détermination et de sa force.

— c'est aussi l'expérience, même douloureuse de l'arme électorale. Une classe ouvrière, des couches populaires, mobilisées, situées aux points névralgiques de l'appareil productif pèsent autrement plus lourd pour transformer la réalité que les bulletins additionnés dans l'urne.

Certains ont dit ou espéré que

mai 81 pourrait réaliser en douceur ce que mai 68 avait rêvé violemment. Ce n'est pas si simple. « Remettre en question le vieil ordre tout entier », bien sûr : mais avec quels outils, en s'appuyant sur quelles forces de classe, pour quels objectifs concrets ? Mai 68, ce n'est pas un peu d'écologie, un peu d'autogestion, un peu de féminisme,

c'est l'affirmation renouvelée de la force des prolétaires et de tous les opprimés en action pour la destruction du système capitaliste, pour leur émancipation totale. Seule cette action de classe et sa victoire garantissent pleinement les aspirations au mieux-vivre, à l'égalité et à la démocratie exprimées par mai 68.

FAUT-IL CHANGER LA CONSTITUTION ?

La constitution de 1958 — dit la Résolution — « constituait un puissant facteur de bipolarisation de la vie politique française, une tentative d'y introduire à terme la pratique anglo-saxonne d'une alternance sans danger pour le capital en marginalisant le courant révolutionnaire. Nous avons sous-estimé la sérieuse menace que constituait pour notre parti ce nouveau mécanisme institutionnel. »

« Menace pour notre Parti » : c'est là une vue bien étriquée que de s'en tenir aux 15% du 26 avril. Et si la menace concernait l'ensemble du combat de la clas-

se ouvrière et du peuple ? Et si la menace continuait de peser pour ses combats à venir ? Participer au gouvernement, pratiquer les lois constitutionnelles ne garantit pas contre leur nocivité présente et future. Pourquoi la critique de la constitution de la V^{ème} République a-t-elle été abandonnée de fait ? Et si celle-ci est un « moyen (...) pour mieux assurer tout à la fois la domination et les profits » de la grande bourgeoisie — cf la Résolution —, pourquoi ne s'en prend-on pas à un si mauvais outil précisément aujourd'hui ?

ET LE TIERS-MONDE ? ET LES RISQUES DE GUERRE ?

La Résolution décrit ainsi le « monde en mutation », où se profile un « nouveau tournant dans le rapport de forces international » : « Extension et poids croissant du socialisme, effondrement du système colonial, luttes pour le mieux-être et la démocratie dans les pays capitalistes, essor de mouvements émancipateurs comme celui des femmes pour leur libération, des jeunes pour une autre vie — autant de dimensions des changements qui s'opèrent. »

Cette description achoppe sur deux réalités et sur deux questions : y a-t-il « extension et poids croissant du socialisme » ? Que signifie « l'effondrement du système colonial » ?

Prenons l'exemple de la France. Hormis en Guadeloupe, en Martinique et dans les autres DOM-TOM où il se maintient honteusement, le système colonial s'est effondré, cela est vrai. Cela recouvre une réalité contradictoire.

L'un des ses aspects, c'est que les peuples des pays coloniaux ont, depuis la Libération, porté des coups fatals au vieux colonialisme. Il ne s'est pas effondré parce qu'il était périmé ou immoral : les luttes de libération des

peuples l'ont secoué et détruit ; des dizaines de pays ont accédé à l'indépendance vis-à-vis des grandes puissances ; ils ont voix au chapitre à l'ONU ; ils se battent pour que leurs produits ne soient plus bradés, que leurs richesses naturelles et humaines ne soient plus exploitées ni pillées.

A contrario, et c'est l'autre aspect de la réalité, les différents pays industriels tentent de redéployer leurs forces pour « sauver les meubles » : un système « néo-colonial » s'est mis en place. Ainsi, si les grandes firmes n'importent plus toutes les richesses pillées, elles les font traiter en exploitant la main-d'œuvre à bon marché. Les grands pays capitalistes baisent, composent, manœuvrent ou baillent et agressent les peuples, afin de contenir les aspirations et les luttes du tiers-monde dans le cadre d'un système impérialiste « rénové », mais maintenu.

Salvador, Nicaragua, Erythrée, Afghanistan, mais aussi OPEP et OUA symbolisent le gigantesque affrontement en cours ; le tiers-monde y constitue une ample force d'avenir. Voilà qui devrait préciser — sinon remplacer — la formule « effondrement du système colonial » qui n'exprime ni

ses métamorphoses pour se maintenir, ni les moteurs de son effondrement : les peuples et pays du tiers-monde.

Si « extension et poids croissant du socialisme » traduit l'avancée des forces étatiques soviétiques et alliées de l'Union soviétique d'aujourd'hui, nous ne partageons pas du tout le point de vue exprimé par la Résolution. Depuis la fin des années 50 au contraire, le socialisme a pris des coups à l'échelle mondiale : il s'est trouvé divisé et a perdu l'un de ses piliers les plus solides : l'Union soviétique. Voilà une « mutation » fondamentale sur laquelle les communistes ont à s'interroger en profondeur et sans faux-fuyant. Comment expliquer que la « patrie du socialisme », hier espoir de tous, l'un des acteurs les plus efficaces de la lutte antinazie pendant la guerre, aujourd'hui envoie ses pilotes de chasse bombarder l'Erythrée, stationne des troupes d'occupation en Afghanistan et quadrille le monde entier de bases et de sous-marins militaires ? Quiconque opprime un autre ne saurait être libre. Des faits aussi tangibles indiquent que l'Union soviétique n'est plus socialiste. C'est une mutation négative, un reflux dans l'avancée historique des opprimés, dont les communistes du monde entier n'ont pas encore saisi les causes dans leur complexité. Ni même mesuré toute la réalité ni toute la portée.

Cela pèse d'un poids extrême pourtant. Le visage du monde a changé en effet. Si dans une même famille — celle des prolétaires et des peuples — l'un des membres lâche les autres puis cherche à vivre à leurs dépens, il se met hors de la communauté et bientôt se retrouve contre elle. L'Union soviétique d'aujourd'hui drainant les richesses de l'Europe de l'Est et d'autres pays à son profit et menant une politique de force et d'intimidation de par le monde, a fait ainsi. Nous reviendrons sur ce fait majeur des vingt dernières années qui bouleverse profondément la disposition des forces à l'échelle planétaire : l'apparition d'une grande force militaire qui prétend — au nom du socialisme — étendre son influence et qui pratique une politique d'expansion contraire au socialisme. Il est porteur de tensions, de rivalités, de conflits et d'une troisième guerre mondiale dans un monde toujours dominé par la logique du profit et de l'oppression. La paix mondiale garantie pour une stratégie de passage en douceur au socialisme ? Optimisme aveugle ou de parti-pris ? Quoi qu'il en soit, il vaudrait mieux ne pas trop s'y fier.